

« LA MAIN DANS LA MAIN » : Bureau de dépôt : 5000 NAMUR MAIL- Prix : 1 Euro - Mensuel n° 294 - Mars 2012 - Ed. resp. : Andrée Defaux - 64, rue Pépin 5000 Namur

P705187

VERS QUOI

VA-T-ON?

Qu'on se le dise



Prenons garde ô peuple de la misère. Les politiques de tous les niveaux n'ont pas fini de nous presser comme des citrons.

En effet, l'accès aux droits les plus élémentaires (se loger, se soigner, s'instruire, se nourrir) sont bafoués. Et par qui ?

Par ces quelques personnes riches qui à travers le monde donnent leurs directives pour appauvrir encore plus les peuples.

Et oui, les Etats ont renfloué les banques qui s'enrichissent encore davantage tandis que les plus pauvres bientôt n'auront plus que des larmes pour pleurer. Et ces mêmes riches reprocheront aux plus pauvres de pleurer.

Et l'on s'étonne de voir par-ci, par-là, un vol, un assassinat, de la violence.

A quand plus de justice entre les peuples.

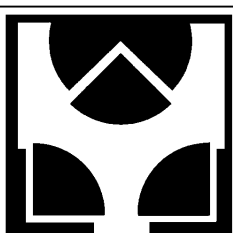
Les riches moins riches,

Les pauvres moins pauvres.

A.D

N° 294

SOMMAIRE



L • S • T
LUTTES
SOLIDARITÉS
TRAVAIL

Rue Pépin, 27 • 5000 Namur
Tél. : 081 / 22 15 12

Cpte : IBAN BE 67 0013 3858 9387

Bureau de dépôt :
5000 NAMUR MAIL
P 705187

Prix : 1 Euro
Mensuel n° 294
Mars 2012

Ed. resp. : Andrée Defaux
64, rue Pépin 5000 Namur.

- **Andenne** **2**
 - Logement après logement
- **Hainaut** **3**
 - Il y a autre chose à faire
- **Ciney-Marche** **4**
 - Echos des caves
- **Namur** **5**
 - Combattre pour nos droits
- **Nos droits** **6**
 - Assurez-vous
- **La page des enfants** **7**
 - C'est une belle histoire
- **Ça se passe**
- **Petites nouvelles** **8**

EDITORIAL

D'ANDENNE

LOGEMENT APRÈS LOGEMENT

Un militant nous retrace son histoire de logement avec sa famille.



LOGEMENTS DE FORTUNE

J'ai toujours eu difficile de trouver un logement. Mon premier logement, à Noël 1993, c'était à Wanze. C'est une connaissance qui me l'avait trouvé ainsi que la caution. Je payais 350 euros pour deux pièces. Il nous fallait absolument quelque chose car l'hôpital ne voulait pas nous laisser sortir avec notre fille si on n'avait pas de logement.

Après, on a eu la chance d'avoir une maison à Huy avec un loyer moins cher : (200 euros) mais elle était probablement insalubre. Nous y sommes restés 5 ans et là, notre deuxième enfant est arrivé. Il y a eu des problèmes dans mon couple et je suis parti en 1998 en maison d'accueil. J'ai laissé la maison à ma compagne et aux deux enfants.

Depuis, j'ai toujours trouvé des logements de passage, comme une maison d'accueil d'urgence. Ensuite, j'ai eu des logements de plus longue durée où j'ai rencontré ma compagne actuelle qui était en kot supervisé. Elle est arrivée à la maison d'accueil où j'avais déjà récupéré ma fille malgré que je ne puisse accueillir personne dans ce genre de maison. Maryse est venue m'annoncer qu'elle était enceinte et qu'elle était virée de son kot supervisé car elle n'y était jamais.

Maryse est, alors, allée chez mon père. Elsa, notre premier enfant commun est née quand on habitait là-bas. Mais cela ne pouvait pas durer plus longtemps. Cela ne se passait pas très bien. Maryse a ensuite trouvé un logement, en urgence, dans une maison d'accueil où j'ai expliqué notre projet de vie de couple mais

très vite les travailleurs sociaux n'ont plus respecté le contrat verbal que nous avions pris. Elle a été mise dehors car elle était rentrée un lundi à place du dimanche. En fait, c'était un endroit pour les femmes battues, ce qu'elle n'était pas.

Après cela, nous sommes allés chez des religieuses qui voulaient bien garder Catherine (ma plus grande) quand je travaillais. Maryse devait juste être rentrée à 20 heures en semaine.

LOGEMENTS DE TRANSIT

En 2000, on est allé dans un appartement de l'A.I.S. On payait 300 euros plus 50 euros de chauffage et charges communes. Nous y sommes restés un an et demi. Là, Léa (notre seconde fille) est née et j'ai repris mes deux enfants de ma première union.

Nous sommes retournés dans une maison de transit appartenant à des « sœurs ». Dans le contrat, on a dû accepter une aide familiale pendant 6 mois que nous devions payer. Après 6 mois, j'ai voulu arrêter. Quand tu rentres chez les « sœurs », tu dois être parrainé par deux personnes qui ne savent pas ce que c'est la pauvreté et notre vie. Les parrains avaient droit à une visite par mois chez nous. Ils partaient tout le temps en vacances. Heureusement... comme ça, ils

ne venaient pas trop souvent chez nous. Au début, ça allait. Puis, ils ont été de plus en plus indiscrets. Ils téléphonaient à mon assistante sociale.

En 2002, le bail était fini. Les parrains nous ont proposé des maisons mais c'était toujours trop cher. Ils ont été visiter, avant nous, une maison qu'on voulait acheter !

On était toujours chez les religieuses et deux jours après, on avait l'huissier pour nous expulser. C'en était fini pour nous d'habiter là !

J'avais vu un appartement où ça a vraiment été dur d'y entrer car j'étais au chômage avec des enfants. Le propriétaire m'a demandé comment je faisais pour nourrir mes enfants. Puis, il m'a téléphoné et il savait tout de notre vie, partout où on avait vécu. Il nous avait vraiment « fliqués ». Il nous a finalement laissé l'appartement. Au début, on n'avait pas de voisins et puis, on en a eu qui foutaient le bordel.

Un nouveau passage en maison d'accueil. Un troisième enfant (mon dernier fils), un autre retour chez mon père et pour terminer la série de galères, voilà qu'on voulait nous remettre en maison d'accueil du côté de Charleroi. Mais on a refusé !

Depuis, on est dans un logement A.I.S : ma compagne, nos trois enfants communs et mes deux plus grands.

Au début, nous avons accueilli mon père et mes deux frères qui n'avaient plus de logement. C'était très dur de vivre les uns sur les autres ! Finalement, ils ont eu leur propre logement et nous nous sommes donc retrouvés en famille.

N. B : désormais, un projet plus définitif s'inscrit dans l'avenir... Ce sera l'objet dans un prochain article !

Un militant.

DU HAINAUT

IL Y A AUTRE CHOSE À FAIRE

Face au discours dominant : tout doit rapporter beaucoup d'argent vite et à quelques-uns

CATASTROPHE !

Chaque jour, du matin au soir, les médias, la presse répètent sans cesse : « C'est la crise. Il va falloir faire des économies, payer, rembourser la dette ». C'est comme un rouleau compresseur qui écrase tout sur son passage. On a l'impression qu'il n'y a rien d'autre à faire. Rien d'autre à faire que sanctionner les chômeurs alors qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, allonger le stage d'attente devenu stage d'insertion.

Rien d'autre aussi que se faire expulser d'un logement insalubre, n'avoir pas accès à un logement salubre et à un prix décent quand les prix des logements flambent. Une fatalité aussi que de payer le chauffage hors prix à cause de la spéculation, mettre un compteur à carte pour maintenir le gaz et l'électricité et à nouveau remplir les poches des actionnaires.

Pas d'autre possibilité que de s'endetter pour simplement faire face aux réalités de la vie : l'école, la santé... La liste est tellement longue... Cela parle de notre quotidien, du coût pour vivre et survivre : nos factures d'électricité, d'eau, de chauffage, les frais de santé, l'école, l'alimentation, le prix du pain, le loyer... Le mode de vie qu'on nous propose est une véritable catastrophe. Tout cela provoque en nous un choc, un traumatisme, nous écrase. Nous avons peur.

UNE VOLONTÉ D'APPAUVRIR

Il y a dans le monde de grandes institutions internationales qui prêtent de l'argent aux pays endettés et très endettés. Ils le font en échange d'économies gigantesques : fermer les écoles, les hôpitaux... en résumé tout ce qui a un caractère humain et qui étaient des avancées pour les plus pauvres.

Nous connaissons l'exemple de l'Afrique où les pays riches ont pillé et pillent sans cesse les richesses qui sont dans le sol, en armant les uns contre les autres. Et plus près de chez nous ? Quand on est attentif à ce qui se passe en

Grèce actuellement ! Des parents abandonnent leurs enfants parce qu'ils ne savent plus les nourrir. Ils reprennent les vieux parents des homes pour avoir un peu plus de revenus pour vivre. Les revenus baissent de 20 à 30%.

Chez nous, tout ce qui, avant, faisait partie du bien commun, à savoir chacun versait une quote-part pour l'intérêt général : l'école, la santé, les prisons, les maisons de retraite, tout doucement va basculer, à cause des décisions européennes, dans la bourse du privé. Il y a du fric à se faire sur ce qui jusque-là était la promotion de l'humain. Tout doit devenir marchandise.

Quand il y a des réactions, par exemple quand les travailleurs avec ou sans emploi descendent dans la rue pour manifester, exprimer leur mécontentement ou font grève générale, souvent la presse dénigre, se fait la voix d'une pensée unique, comme s'il n'y avait tout d'un coup qu'une seule façon de faire, la meilleure, la seule qui compte, faire de l'argent au plus vite, juste pour quelques-uns.

On nous l'enfoncé dans le crâne plusieurs fois par jour. On ajoute en plus que c'est de notre faute. Les indignés, qui se sont rassemblés dans plusieurs endroits du monde, on en a parlé, ils ont attiré l'attention. Ils se sont aussi fait jeter. L'important, c'est qu'on s'indigne et qu'on en parle. On n'accepte pas les choses comme ça.

QUE FAIRE ?

Mais comment faire pour lutter contre cette force qui agit à travers le monde, se joue des frontières, fait des milliards en quelques secondes. Prenons l'exemple du transport de pétrole. La cargaison de pétrole est vendue plusieurs fois pendant le voyage. On demande au capitaine du pétrolier de ralentir si les prix sont trop bas. Ou d'accélérer s'ils deviennent trop hauts.

On appauvrit des populations entières parce que sur les terres on cultive non plus pour manger mais pour faire des carburants bio. De plus en plus de gros groupes financiers achètent des terres à cultiver, se les accaparent, en Belgique et ailleurs...

D'accord, le tableau n'est pas super. D'accord, ils sont forts. Mais comment nous relever de cet écrasement ? Il y a quelque chose en nous. Nous avons une histoire de résistance à la misère. Souvenons-nous des luttes qui ont mené petit à petit à la naissance des mouvements ouvriers, des syndicats.

Souvenons-nous de la lutte contre toutes les formes d'esclavage, anciennes ou modernes. Souvenons-nous de la Commune de Paris et d'autres moments de l'histoire où on a dit : « Ca suffit ! ». C'est notre force : nous rassembler, réfléchir ensemble, refuser une pensée unique et croire que quelque chose d'autre est possible.

Nous pouvons commencer à amorcer le changement en vivant des relations solidaires. Commencer par vivre à notre petit niveau une autre forme de société et convaincre d'autres à nous rejoindre, comme une contagion. Revendiquer que ce qui est essentiel à la vie : le logement, la nourriture de base, la santé, le corps humain ne soient plus jamais des marchandises...

Fabien Lardinois



DE CINEY-MARCHE

ECHOS DES CAVES

On nous met au pied du mur!

NOTRE DÉMARCHE:

Dans le journal du mois de février, nous avons fait échos des réflexions que nous avons menées l'année dernière en caves, sur le thème de l'endettement.

Pour nous, c'est important de diffuser plus largement l'analyse que nous avons construite collectivement à partir de nos réflexions.

Dans un premier temps, nous avons dit pourquoi nous avons décidé de parler de l'endettement et nous nous sommes exprimés sur les causes et les mécanismes qui nous poussent à nous endetter.

Dans ce journal, nous voulons vous faire part de la suite de nos réflexions.

ÊTRE VIGILANT :

En partageant nos expériences, nous avons mieux compris les mécanismes et les pièges de l'endettement.

Aujourd'hui, nous comprenons mieux que les offres alléchantes de crédit nous coûteront au final beaucoup plus cher, car les taux d'intérêt sont tellement élevés que bien souvent ils dépassent rapidement le montant de la dette elle-même!

C'est un cercle vicieux, on emprunte pour s'en sortir et on s'endette de plus en plus.

"Les cartes de crédit des grandes surfaces, c'est vraiment des pièges parce qu'en fin de compte ça te coûte beaucoup plus cher. Et puis, ça te pousse à la consommation et tu finis par oublier qu'en vrai tu n'as que 50 euros en poche..."

C'est au quotidien qu'on doit continuellement être attentif à ne pas se faire avoir par ces pièges à la consommation.

QUEL CHOIX?

Mais, tous nous avons aussi exprimé que nos revenus sont nettement insuffisants pour assumer le quotidien.

Nos familles ont toujours dû développer des stratégies pour résister à la misère. Mais, nous sommes de plus en plus contrôlés sur tous les terrains de la vie. Même les solidarités qu'on développe entre nous sont chèrement sanctionnées.

Nos outils de débrouille, déjà utilisés par nos parents et nos ancêtres (récupération, mitrilles, travail saisonnier...) sont interdits, sanctionnés et puis confisqués par des initiatives privées ou par les pouvoirs publics.

Alors, quand on vit la pauvreté, pour ne pas perdre nos enfants et le peu qu'on a pu se garantir, on est acculé et on se tourne vers le crédit pour s'en sortir.

"Quand t'es pauvre, t'as pas le choix: ni de ton logement, ni de ton travail, ni de ton alimentation. C'est cette vie-là, qui te pousse au crédit!"

C'est le prix à payer, même si on sait que c'est un cercle vicieux. Cela fait aussi partie des stratégies que nous mettons en place pour avoir ce à quoi tout être humain devrait avoir droit afin de vivre dignement.

En fait, on ne nous laisse pas le choix. On nous met au pied du mur, on nous enferme dans des systèmes qui nous coincent.

"J'ai une image pour dire cela. Tu nages dans la Meuse, t'as de l'eau jusque là. Tu peines et il y a un mec qui te lance une bouée. Tu la prends sur le tête et tu coules..."

ET LA DIGNITÉ ?

Parler de crédit et d'endettement nous a aussi amené à parler de dignité.

"Quand t'es pauvre, tu dois rester pauvre? Pourquoi j'ai pas droit à un écran plasma ou à un ordinateur. J'aime bien être comme tout le monde. Pas au-dessus mais pas en-dessous non plus. Comment faire alors pour ne pas faire de crédit..."

Nous sommes nombreux à exprimer qu'on se tourne parfois vers le crédit parce qu'on en a ras-le-bol de devoir se mettre à nu pour avoir de l'aide.

"Quand t'es aidé, t'es soumis au regard des autres, t'as une étiquette. Tu dois rendre des comptes sur tout ce que tu fais, tout ce que tu achètes. Je veux aussi pouvoir payer quelque chose à mes enfants de ma poche, sans demander la permission..."

Ras-le-bol du contrôle sur nos vies, nos choix, de l'obligation d'entrer en gestion budgétaire ou en médiation de dette.

"J'ai peiné toute ma vie, sans eau, sans électricité, dans des logements insalubres. J'y ai laissé ma santé. Aujourd'hui j'ai plus envie ni de souffrir, ni de me justifier pour le moindre médicament. Et comme tout le monde, j'ai envie d'offrir mieux à mes enfants et petits enfants..."

CE QU'ON EN RETIRE :

Ce thème nous a permis de mettre des mots sur des peurs, des choses auxquelles on préfère parfois ne plus penser.

Cela a permis aussi de parler de comment on consomme, de mieux comprendre les mécanismes d'endettement, de déculpabiliser et d'envisager des solutions qui nous libèrent plutôt que de nous enfermer encore plus dans la pauvreté.

Chantal, pour le groupe des caves.

NAMUR

“COMBATTRE POUR NOS DROITS”

A la cave, nous sommes allés voir un documentaire en décembre

« Combattre pour nos droits ».

Un documentaire qui retrace l'explosion d'une grève qui dura cinq semaines durant l'hiver 1960-1961. Oui, il y a cinquante ans (un demi siècle!) la Belgique vivait la plus grande grève de son histoire. Des centaines de milliers de citoyens se sont mobilisés et battus pour montrer leur désaccord au projet de la « loi unique » (surnommée « loi inique ») : sous couvert d'assainissement public, on démantèle l'acquis des droits sociaux et économiques.

En 2012, la conjoncture a changé, certes, mais les dynamiques sont similaires. C'est un combat toujours d'actualité puisque aujourd'hui encore on supprime des droits élémentaires des plus pauvres au niveau de la vie en famille, de l'accès à l'habitat, à la culture, aux soins de santé, etc. Aujourd'hui encore, sous couvert de prétextes humanistes, on casse certains acquis sociaux et l'on supprime des espaces de solidarités.

Se respecter c'est essentiel: respecter les humains d'aujourd'hui, mais aussi nos parents, nos grands-parents à travers leurs combats au quotidien pour les droits fondamentaux que nous avons obtenus.

Une première réaction sur le film? Ouf' ti, j'aimerais pas avoir vécu à cette époque, mais quelle force que celle de tout arrêter et d'aller ensemble dans la rue pour combattre pour nos droits ! De la force, il en faut aujourd'hui beaucoup pour lutter au quotidien contre ce qui nous arrive. Certains nous rappellent que cet engagement n'allait pas sans tensions dans les familles ou entre les travailleurs.

Oui, la vie est encore bien difficile. Avant c'était pas facile, mais ce que certains vivent encore maintenant, ce n'est pas humain. Nos parents se sont battus pour la mise en vie réelle des droits fondamentaux, et cela n'a pas beaucoup changé. Certains disent même que pour eux et tant d'autres cela a empiré.

Aujourd'hui, il y a cette violence qui ne semble pas s'arrêter. De la violence il y en a tous les jours et de formes tellement variés ; notamment à travers le regard qu'on porte sur nous, un regard qui trop souvent juge et condamne. Ce

même regard fait parfois peur: on a peur de demander de l'aide car on connaît trop souvent la réponse. Cette pression augmente. Comment boucler les fins de mois?

A quand un monde sans faim? La souffrance est là. Le contrôle augmente. Pour obtenir un colis alimentaire, certains font remarquer que ce ne sont plus des aides, ce sont des filtres qui s'imposent maintenant! C'est de notre faute si on n'y arrive pas. On nous fait croire que nous sommes responsables - responsables de cette dérégulation.

Un exemple: il existe des reportages sur comment on doit se nourrir. On nous dit qu'on ne sait pas bien gérer notre alimentation, et en même temps, on met de l'eau de javel sur les surplus de nourriture dans les magasins. Il est où le gaspillage?

Dans tout ça, se retrouver, se soutenir, cheminer ensemble pour mieux maîtriser ce que l'on vit au quotidien et construire différemment reste un défi. On ne souhaite à personne de vivre ce que nous vivons, en souffrance et en mépris. On souhaite que nos enfants ne vivent pas ce que nous vivons. Vous le savez sûrement : dans "grève générale", il y a "rêve". Alors de quoi rêve-t-on pour aujourd'hui et demain ?

La Cave de Namur.



Voici un poème pour la route.

VIVRE.

Il faut donner une
nouvelle image,
A la société ;
se donner le temps,
De bien se reposer
avant de repartir.
Tant que l'on a
un souffle de vie,
Il n'est jamais trop tard ;
Lorsque les vraies
difficultés arrivent
Dans notre existence,
quelque soient
Les misères et les
risques encourus.
Tout ceux qui sont
dans cette misère
Doivent se battre
pour leurs enfants ;
Se redresser lorsque
l'on tombe,
Faire face par
n'importe quel moyen.
Pour nous les plus pauvres,
C'est un perpétuel combat.
Nous devons lutter
Pour être et non paraître ;
Petit et grand à la fois,
Et non d'avoir honte de,
Ce que l'on est.

M.R - Namur, le 16.01.2012

NOS DROITS

ASSUREZ-VOUS !

*Prendre une assurance, ça coûte un peu,
mais qu'est-ce que ça protège en cas de sinistre !
Petit tour d'horizon des assurances à ne pas oublier.*



A côté des assurances classiques (assurance protection juridique, assurance familiale, assurance incendie), il existe quantité d'autres assurances.

La plupart ne sont pas imposées par la loi, même si la prudence invite à les prendre.

Certaines sont légalement obligatoires. Il y a deux cas bien classiques.

D'une part, tout conducteur d'un véhicule doit avoir une assurance : on parle de l'assurance RC-auto ou RC-moto (RC pour Responsabilité Civile). Cette assurance interviendra pour payer les dommages causés par un accident

de la route, même quand on est en tort.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel que l'assurance RC-auto refusera d'intervenir : lorsque le conducteur n'était pas titulaire d'un permis de conduire, s'il avait été déchu du droit de conduire, ou s'il roulait en état d'ivresse ou sous l'influence de produits illicites (stupéfiants).

D'autre part, tout employeur doit avoir une assurance contre les accidents du travail, qui indemniserà le travailleur victime d'un accident du travail ou sur le chemin du travail.

Et puis il y a de nombreuses assurances que les compagnies d'assurance et les courtiers essaient de vendre à un maximum de monde. Il s'agit en réalité de produits commerciaux : on essaie de faire acheter des assurances comme si c'était des savonnettes !

Il y a l'assurance-vie, l'assurance-décès, les assurances hospi, hospi+ et hospi super+ censés prendre en charge les frais d'hôpitaux, etc.

Ces assurances ont bien sûr leur utilité, mais les prix (la prime à payer par mois ou par année) varient beaucoup d'une compagnie d'assurances à une autre.

Il faut vraiment se renseigner avant de signer, notamment pour bien comprendre toutes les clauses du contrat, et

particulièrement toutes les clauses d'exclusion, c'est-à-dire les cas dans lesquels l'assurance n'intervient pas ! On sera souvent surpris d'en lire toute la liste !

L'assurance-vie est une sorte d'épargne-pension. Il est trop difficile de l'expliquer ici. Il faut se renseigner auprès d'un banquier ou d'un courtier.

L'assurance-décès vise à obtenir le paiement d'un capital lors du décès de la personne qui a souscrit le contrat. Elle permet de payer les frais funéraires, mais peut aussi prendre la forme d'un véritable capital qui sera versé en cas de décès. A nouveau, il faut bien se renseigner pour être sûr de prendre la « meilleure formule », la plus adaptée à la composition familiale, l'âge des enfants, le niveau des revenus de celui qui prend l'assurance, l'âge de la personne au décès de laquelle le capital sera versé, etc.

En matière de soins de santé et d'hospitalisation, il vaut mieux demander des renseignements aux services sociaux des mutuelles, dont le métier consiste à informer et conseiller les affiliés sur les interventions de la mutuelle (lors d'un accouchement, lors des camps de jeunesse, etc.).

C'est souvent la meilleure piste pour être bien conseillé compte tenu de la situation familiale concrète.

A bon assuré...

Philippe Versailles

**QUE CELUI OU CELLE QUI SAIT LIRE,
LISE ET PARTAGE CE JOURNAL AVEC CELUI OU
CELLE QUI N'A PAS PU APPRENDRE À LIRE.**

LES ENFANTS D'ANDENNE

« C'EST UNE BELLE HISTOIRE... »

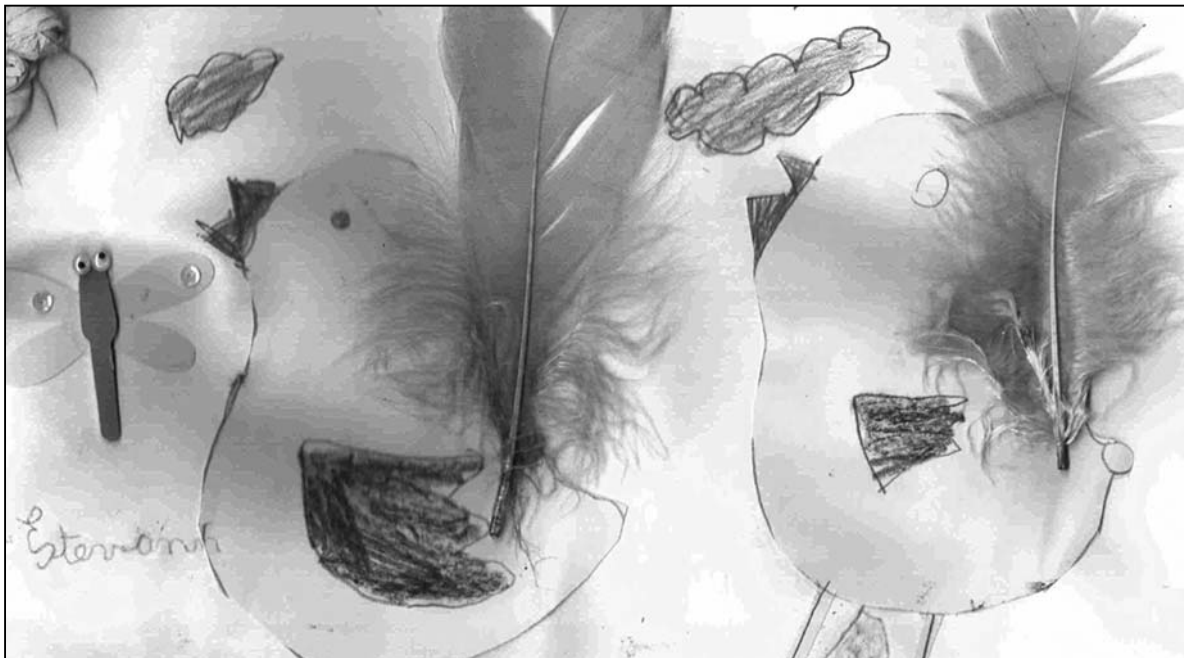
Les enfants ont réalisé et créé l'histoire de la famille « Poussins »...

Vous en trouverez quelques illustrations ainsi que l'histoire ci-après...

« Il était une fois, une maman poule et son petit poussin qui se baladaient près de la rivière. Tout à coup, la maman qui attendait un bébé poussin, ne se sentit pas bien et c'est à ce moment qu'elle a pondu son œuf. Le bébé poussin est sorti de sa coquille mais il n'avait pas de bec ! Une fée déposa alors une fleur magique que le bébé mangea et c'est ainsi qu'il eut un tout beau bec.

Le bébé poussin était super content d'avoir un bec comme les autres poussins.

Il était heureux et voyait la vie de toutes les couleurs ! Et c'est ainsi que la famille Poussins vécut heureuse au bord de l'eau avec un soleil qui rayonnait de mille feux. ».



Les enfants ont, dans un premier temps, réalisé leurs créations à partir du dessin, de collages, de matériaux divers (papier crépon, papier carton, etc.) ... Ils laissaient ainsi libre cours à leur imagination.

Dans un second temps, en fonction des réalisations, les enfants ont imaginé une histoire qui reflétait ce que chaque dessin représentait pour eux.

Les enfants et animateurs de la BDR.

ÇA SE PASSE

« MARC CHAGALL, DES RÊVES AUX SOUVENIRS »

Le CEC LST Andenne ouvre la porte à Marc CHAGALL et invite à un atelier avec Anne DOUMONT.

Pour découvrir cet artiste ainsi que son univers imaginaire, fantasque, de rêves... nous nous sommes rendus au château de Waroux à Alleur où une exposition consacrée à l'artiste se déroule jusque mi-mai.

Celle-ci reprenait principalement des lithographies du peintre. Un univers autour du cirque, de la religion, de l'amour... illustré par des couleurs chaudes et vives...

Les participants se lancent donc à la découverte de nouvelles techniques qu'ils utiliseront au fil des ateliers... !

Les participants de l'atelier

PETITES NOUVELLES

Andenne

DÉCÈS

Le 13 mars 2012, Joseph Godefroid est décédé. Joseph était un militant de LST Andenne.

Sincères condoléances à sa famille et amis.

Namur

MARIAGE

Le 18 février 2012, Jean-Claude Defaux et Maryline Vanesse se sont mariés entourés de leurs enfants, leurs familles et amis.

Tous nos vœux de bonheur les accompagnent sur le chemin de l'amour.

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans le numéro de compte de la Fédération LST pour l'abonnement au journal.

Voici le bon numéro :

IBAN BE 67 0013 38589387

Avec toutes les excuses de l'éditeur responsable.

AGENDA DES REUNIONS CAVES

A NAMUR

Le mardi :
3 avril 2012 à 20h
17 avril à 20h

A ANDENNE

Le mardi :
10 avril 2012 à 20h
24 avril 2012 à 20h

A CINEY-MARCHE-JEMELLE

Réunion à Jemelle :
Le jeudi de 9h à 11h30
La cave à Noiseux :
Le 16 avril 2012 à 20h

"LA MAIN DANS LA MAIN" le Quart-Monde en mouvement

Ont participé à ce numéro

d'Andenne :
l'équipe d'Actualités Andennaises
de Ciney-Marche-Jemelle-Bastogne :
Chantal
de Namur :
Andrée, Cécile, Philippe et
l'équipe de rédaction et d'envoi.

Abonnement :

Abonnement de soutien fixé à 15 Euros/an
Cpte : IBAN BE 67 0013 3858 9387
de la Fédération Luttes-Solidarités-Travail
27, rue Pépin - 5000 NAMUR

Tous les dons de plus de 40 Euros sont
déductibles des impôts.

Montant à verser sur le compte
250-0083038-91
de CARITAS SECOURS francophone
(Délégation de NAMUR - LUXEMBOURG)
avec comme mention :
projet n° 05/65 (LST)
ou projet n° 178 (LST Andenne)

Nos adresses de contact :

A Andenne :
L.S.T. Andenne asbl
Luttes-Solidarités-Travail Andenne
Rue d'Horseilles, 26 - 5300 ANDENNE
Tél. : 085/84.48.22
andenne@mouvement-LST.org

A Ciney-Marche :
L.S.T. Ciney-Marche asbl
Route de France, 5
5377 BAILLONVILLE
Tél. : 0479/28.90.57
ciney-marche@mouvement-LST.org

Province du Hainaut :
Fabien Lardinois
Rue de l'Escaloperie, 1
7040 QUEVY-LE-GRAND
Tél. : 065/88.59.50- 0479/28.90.57

A Namur :
L.S.T. asbl
Luttes-Solidarités-Travail
Rue Pépin, 27 - 5000 NAMUR
Tél. : 081/22.15.12
namur@mouvement-LST.org

A Tubize :
Claire et Jean-François Funck
Rue du Centre, 19 - 1460 VIRGINAL
Tél. : 067/64.89.65
tubize@mouvement-LST.org

adresse du site LST
www.mouvement-lst.org

Chers lecteurs
N'hésitez pas à nous contacter...
Nous attendons vos articles,
vos remarques, un petit coup de fil...
Bonne lecture !

Avec le soutien
de la Communauté Française
(Ministère de la Culture et des Affaires Sociales)
et de la Région Wallonne
(direction générale de l'économie et de l'emploi)